

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/50  
3 décembre 2002

(02-6674)

---

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

## PROROGATION AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE L'ACCORD SMC DE LA PÉRIODE DE TRANSITION POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION CONFORMÉMENT AUX PROCÉDURES ÉNONCÉES DANS LE DOCUMENT G/SCM/39

ANTIGUA-ET-BARBUDA

Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172

*Décision du 22 novembre 2002*

Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité"),

*Ainsi que le lui a prescrit* la quatrième Conférence ministérielle, dans sa Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17, 20 novembre 2001),

*Suivant les* "Procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 pour certains pays en développement Membres" (G/SCM/39, 20 novembre 2001) ("les Procédures"),

*Tenant compte de* la demande et des autres renseignements notifiés présentés par Antigua-et-Barbuda au Comité<sup>1</sup>, conformément aux Procédures, pour la Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172 ("le programme"),

*Prenant note avec satisfaction* des efforts faits par Antigua-et-Barbuda, compte tenu de ses problèmes de capacité, au cours de l'examen effectué par le Comité, pour décrire et clarifier les dispositions du programme,

*Considérant aux fins de la présente demande* qu'Antigua-et-Barbuda est un pays en développement Membre dont la part du commerce mondial d'exportation de marchandises ne dépassait pas 0,10 pour cent et dont le revenu national brut total pour l'année 2000, tel qu'il a été publié par la Banque mondiale, était égal ou inférieur à 20 milliards de dollars EU, et qui remplit autrement les conditions requises pour demander une prorogation conformément à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC"),

*Notant qu'Antigua-et-Barbuda reconnaît* qu'elle doit satisfaire aux obligations au titre des dispositions relatives à la transparence et au statu quo contenues dans les paragraphes 3 et 4 des Procédures,

---

<sup>1</sup> Les renseignements notifiés sur la base desquels la présente décision est prise figurent dans les documents G/SCM/N/74/ATG, G/SCM/N/71/ATG, G/SCM/Q3/ATG/1 à G/SCM/Q3/ATG/8.

*Accorde* à Antigua-et-Barbuda une prorogation, jusqu'au 31 décembre 2003, de la période de transition, au titre de l'article 27.2 b) de l'Accord SMC, pour l'élimination des subventions à l'exportation qui prennent la forme d'exonérations, en totalité ou en partie, des droits d'importation et des taxes intérieures et qui existaient dans le cadre du programme le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

*Ainsi qu'il est prévu* au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures, la période durant laquelle la prorogation accordée peut être reconduite sur la base des Procédures va jusqu'à la fin de l'année civile 2007, et cette reconduction fera l'objet d'un réexamen annuel par le Comité aux fins et sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures. Ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 f) des Procédures, le Comité examinera sur la base des dispositions de l'article 27.4, c'est-à-dire en dehors du cadre de ces Procédures, toute demande de nouvelle reconduction, après la fin de 2007, de la prorogation pour la Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172; et ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 g) des Procédures, Antigua-et-Barbuda disposera de la dernière période mentionnée dans ce paragraphe si une nouvelle reconduction n'est pas demandée ou n'est pas accordée.

*Ainsi qu'il est prévu* au paragraphe 7 c) des Procédures, les critères énoncés dans les Procédures le sont uniquement et strictement aux fins de déterminer si les Membres sont admis à invoquer les Procédures, et ces critères n'ont aucune valeur ni pertinence, directe ou indirecte, en tant que précédents, à toute autre fin.

*La présente décision* n'affecte pas les droits juridiques des Membres pour ce qui est de toutes autres obligations d'Antigua-et-Barbuda au titre de l'Accord SMC, qui peuvent s'appliquer au programme. Au nombre de ces autres obligations, il est reconnu que ce programme reste soumis à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, qui prohibe les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

*La présente décision* n'affecte aucun droit, obligation ni engagement résultant pour les Membres de tout autre Accord de l'OMC, en ce qui concerne le programme; et elle est sans préjudice de la relation existante et future entre l'Accord SMC et tout autre Accord de l'OMC, et n'a aucune valeur de précédent à toute autre fin.

---